



**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 5 septembre 2012**

**13429/12**

**PE 372  
DEVGEN 236  
COAFR 257  
COHAFA 107  
CADREFIN 381**

**NOTE**

---

du : Secrétariat général  
aux : Délégations

---

Objet : **Commission du développement**  
**- Réunion du 3 septembre 2012 à Bruxelles**

---

La réunion était présidée par Mme Joly, Verts/ALE, FR. L'ordre du jour a été adopté (point 1). Les procès-verbaux des réunions des 4 juin, 18-19 juin et des 9-10 juillet 2012 ont été approuvés (point 2). Les décisions et recommandations des coordinateurs du 10 juillet 2012 ont été adoptées (point 3). Il n'y a pas eu de communications de la présidente ni de la Commission (point 4 et 5). Il n'y a pas eu de questions à la Commission (point 6).

**7. Associer aide, réhabilitation et développement: Vers une aide plus efficace**

L'audition était coprésidée par Mme Striffler, PPE, FR, première Vice-Présidente et Rapporteuse permanente pour l'aide humanitaire de la Commission du Développement et par M. Berman, S&D, NL, Rapporteur de la Commission du Développement sur l'instrument de financement de la coopération au développement 2014-2020.

Mme Kristalina Georgieva, Commissaire chargée de la coopération internationale, de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, a prononcé un discours d'ouverture inspiré dans lequel elle a notamment souligné les avantages de la création d'un lien solide entre aide d'urgence, réhabilitation et développement, d'une préparation et d'une anticipation des crises et du développement de la résilience; d'une coopération plus étroite entre les professionnels de l'aide humanitaire et ceux se déployant dans le domaine du développement, afin de créer des synergies entre des professionnels ayant des expertises distinctes. Elle a illustré son propos d'exemples concrets sur l'action de ses services afin d'aider les populations à regagner progressivement une autonomie alimentaire et économique vis-à-vis de l'aide reçue. Elle a souligné l'importance d'une flexibilité financière suffisante tant pour l'action humanitaire que pour l'action de développement et d'une marge de manœuvre financière suffisante pour faire face à des crises imprévues de manière rapide et efficace. Elle a invité le Parlement à donner son appui à la nouvelle Convention d'aide alimentaire. Citant l'exemple de la politique de l'UE en matière de résilience, elle a souligné également que l'UE était souvent à l'avant-garde au niveau mondial, était capable d'avoir un pouvoir d'influence sur ses partenaires et ne devait pas hésiter à se prévaloir de ses atouts et à s'octroyer la visibilité nécessaire vis-à-vis de ses partenaires au niveau mondial.

M. Piebalgs, Commissaire au développement, a prononcé le discours repris en annexe, dans lequel il a notamment appelé le Parlement à jouer son rôle pour promouvoir l'adoption d'instruments adaptés dans le cadre du prochain Cadre financier pluriannuel.

Lors du débat qui a suivi, les députés se sont félicités de constater que les deux Commissaires et leurs services respectifs travaillaient en bonne intelligence, demandé des précisions sur l'état des lieux concernant la Convention d'Aide alimentaire (Goerens, ALDE, LU); sur le rôle attendu des acteurs locaux dans le contexte de la coordination entre les différents donateurs (Cortés Lastra, S&D, ES); concernant les mécanismes en place et les fonds disponibles pour l'année 2013 (Greze, Verts/ALE, FR).

Mme Georghieva a indiqué que l'adoption et la ratification rapide par l'UE et ses Etats membres de la nouvelle Convention d'Aide alimentaire était une absolue priorité pour assurer la visibilité qui revient à l'UE compte tenu du rôle central qu'elle a joué dans la renégociation de la Convention. Elle a par ailleurs invité le Parlement à se mobiliser pour assurer un financement suffisant pour la politique d'aide humanitaire et de développement.

Sur ce point, M. Piebalgs a également estimé que les réductions budgétaires proposées par le Conseil allaient parfois trop loin et a appelé de ses vœux un bon compromis sur le budget de développement de l'UE au profit des plus pauvres de ce monde.

### **Panel 1 "Lien entre aide d'urgence, Réhabilitation et Développement: leçons à tirer des crises récentes " (e.a.: Corne de L'Afrique, Sahel, Haïti, Afghanistan, Côte d'Ivoire)**

La discussion de groupe était modérée par Mme Striffler.

- **Matthias Schmale**, Sous-Secrétaire Général de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, a souligné l'importance du développement de la résilience et de la préparation et de la prévention des catastrophes, qui coûtait beaucoup moins cher que l'intervention après coup. Il a énuméré les facteurs de succès d'une intervention basée sur le lien entre aide d'urgence, Réhabilitation et Développement et a énoncé les leçons à tirer des crises récentes.
- **Amadou Alahouri**, Haut Commissaire du Niger à l'initiative "3N" ('Les Nigériens nourrissent les Nigériens') a présenté en détail l'initiative "3N" et a salué l'engagement de la Commissaire Georghieva, qui s'était rendue deux fois en un an dans son pays.
- **François Grünewald**, Directeur Exécutif du Groupe URD a indiqué ce qu'il considérait comme étant les leçons à tirer des crises récentes et les quatre clés du succès d'une action holistique basée sur le lien entre aide d'urgence, réhabilitation et développement: intelligence politique des contextes, bons instruments flexibles guidés par des diagnostics permanents, capacité d'anticipation et de planification basée sur l'examen de scénarios multiples et reconstruction plus sûre ("build back safer" plutôt que le "build back better" de Clinton).

Les présentations ont été suivies par un bref échange de vues avec les députés.

### **Panel 2 "Renforcement des liens entre aide d'urgence, réhabilitation et développement dans la programmation de l'aide de l'UE dans le cadre financier pluriannuel 2014-2020"**

La discussion était animée par M. Berman.

- **M. Andreas D. Mavroyiannis**, Ministre Adjoint auprès du Président de la République de Chypre, chargé des Affaires européennes (au nom de la présidence chypriote du Conseil), a notamment indiqué dans son discours que le Conseil avait convenu de renforcer le rôle du LRRD dans le prochain ICD et dans l'Agenda pour le Changement et a estimé que la notion de résilience, une approche holistique et l'utilisation d'instruments flexibles étaient essentiels pour optimiser l'action de l'UE en la matière. Il s'est référé aux travaux préparatoires au Conseil en vue de la session consacrée aux questions de développement en octobre prochain.

En réponse à une remarque du député M. Martinez, S&D, ES, qui a estimé que l'avenir de la politique de développement de l'UE était très compromis dans une UE dans laquelle les valeurs de solidarité étaient passées au second plan, le Ministre Mavroyannis a reconnu que la situation en cette période de crise était tendue et que la rubrique 4 du budget européen risquait de faire les frais de la crise, ce qui aurait un impact sur la réalisation des objectifs et des ambitions de l'UE en matière de politique étrangère et de développement.

Il a estimé toutefois qu'il y avait une certaine convergence de vues entre le Conseil et le Parlement sur les amendements proposés par le Parlement. Il a indiqué avoir pris bonne note des souhaits et des préoccupations des députés.

- **M. Pedro Morazán et Tobias Schäfer**, Institut Südwind ont présenté une étude sur "Le renforcement des liens entre aide d'urgence, réhabilitation et développement dans les instruments financiers de l'Union Européenne pour le développement et l'aide humanitaire dans le cadre financier pluriannuel 2014-2020". L'importance de la flexibilité des instruments à utiliser a été à nouveau mise en exergue, ainsi que la nécessité de définir un mandat, des instruments et des règles plus clairs pour le LRRD.
- **Mike Penrose**, Directeur des Affaires Humanitaires de "Save the Children International" (au nom de VOICE et CONCORD) a également fait une brève présentation.

Dans leurs remarques finales, Mme Striffler et M. Berman ont tiré un certain nombre de conclusions reprenant celles des intervenants s'agissant des défis futurs pour le lien entre aide d'urgence, réhabilitation et développement. L'importance d'une flexibilité financière suffisante dans les enveloppes financières concernées, d'une bonne analyse des situations et d'une bonne coordination entre les acteurs concernés dans le cadre du lien entre aide d'urgence, réhabilitation et développement ont en particulier été soulignés.

**8. Rapport intermédiaire en vue d'obtenir un résultat positif lors de la procédure d'approbation du cadre financier pluriannuel 2014-2020 (2011/0177(APP))**

Le projet d'avis Rapporteur pour avis: M. Goerens (ALDE, LU) Fond: BUDG a été adopté.

**9. Budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2013 – toutes sections**

Le projet d'avis (Rapporteur pour avis: M. Mitchell (PPE, IE, Fond: BUDG) a été adopté.

**10. Règles de participation au programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020» (2014-2020) et règles de diffusion des résultats**

Le projet d'avis (Rapporteur pour avis: M. Newton Dunn, ALDE, UK, Fond: ITRE) a été adopté.

**11. Etablissement du programme-cadre pour la recherche et l'innovation «Horizon 2020» (2014-2020)**

Le projet d'avis (Rapporteur pour avis: M. Newton Dunn, ALDE, UK, Fond: ITRE) a été adopté.

**12. Fonds "Asile et migration"**

Le projet d'avis (Rapporteur pour avis: Mme Striffler, PPE, FR, Fond: LIBE) a été adopté.

**13. Questions diverses**

**14. Prochaine(s) réunion(s)**

- 17 septembre 2012, de 15 heures à 18 h 30 (Bruxelles)
  - 18 septembre 2012, de 9 heures à 12 h 30 et de 15 heures à 18 h 30 (Bruxelles)
-

**Speech by Commissioner PIEBALGS  
at the Committee on development of the European Parliament  
Brussels, 3 September 2012**

Introduction

Honourable Members, Distinguished Guests, Ladies and Gentlemen,

Let me start by thanking Ms Striffler and Mr Berman for organising this timely hearing. Today's event, which has attracted a wide range of practitioners and policy-makers, together with your decision to commission a study on LRRD, is proof of the European Parliament's commitment to this important topic.

Today's meeting is an excellent opportunity for the Commission to show how it is striving to improve the LRRD process, and to take your views on board as we move forward. I am especially pleased to speak here today with Commissioner Georgieva. We share a common vision on how our areas can work together to provide the critical steps towards a more resilient world.

**LRRD and resilience**

As you have just heard from Commissioner Georgieva, the EU reiterated its commitment to LRRD in "Agenda for Change", its blueprint for heightening the impact of EU development policy.

LRRD will also be a cornerstone of our communication on resilience. This communication draws on our experience in addressing recurrent food crises. It aims at widening the scope of the EU response, tackling key risks and stress factors that trigger crises, and addressing the structural causes of vulnerability in poor households, thereby building their resilience.

I would like to mention two recent initiatives covering food security in the Horn of Africa and in the Sahel. The first one, "Supporting Horn of Africa Resilience", known as SHARE, integrate actions that tackle multiple challenges faced by the region: pastoralism, natural resources management, disaster risk reduction, trade, nutrition, governance, research, and displaced persons. Within this broad response strategy, which aims at building resilience, interventions will be based on joint learning and analysis, comparative advantages and the flexibility that has been built into our financing instruments.

In the Sahel, we launched the partnership "Alliance Globale pour l'Initiative Résilience" (otherwise known as AGIR) on 18 June 2012. AGIR aims at bringing a sustainable and permanent end to hunger and malnutrition in the Sahel region, and building the resilience of the most vulnerable households. It provides a resilience roadmap that reinforces, regional policies, strategies and institutional mechanisms which donors can support.

Another example which shows how the EU attaches importance to LRRD is the new Partnership for Transition in Ivory Coast. This Partnership was conceived to link humanitarian and development actions in tandem in order to maintain access to, and delivery of, basic services – notably health – after they suffered widespread damage during the post-electoral violence. Humanitarian partners identified the beneficiary population, and will provide health centres with technical assistance, drugs, and running costs, while development actors will support the Government in health sector reforms and infrastructure rehabilitation.

Learning from these experiences we will seek, in our communication on resilience, to broaden the scope of our interventions to include risk assessment, crisis prevention and preparedness, and enhance our response to crises. LRRD is central to the cross-cutting objective of building resilience. Hence I once again thank you for allowing us to benefit from the views and suggestions expressed in this hearing when finalising our policy proposals.

LRRD is particularly relevant in fragile states. The differentiation principle set out in the Agenda for Change lays the groundwork for more effective action in fragile states, with interventions focused on the countries and regions most in need. In line with the commitments we made in Busan with the endorsement of the New Deal, we will address fragility in a comprehensive manner, putting state-building at the centre of our actions, in order to support fragile states in their efforts to eradicate poverty and achieve resilience.

LRRD is a complex, cross-sectoral process that has to operate in a difficult context. For that reason, the process has to start sooner rather than later and follow a more integrated approach.

### **Improving LRRD**

How do we ensure this happens? Well, above all by looking at humanitarian and development activities as part of the same holistic vision and not as distinct and competing approaches. On the one hand, we must get out of the habit of seeing humanitarian action as a substitute for other means of intervention, and stretching it beyond its actual scope.

On the other, development must address fragility situations through structured interventions informed by the outcomes of humanitarian actions. In short, the development perspective needs to be integrated within relief interventions early on.

Making LRRD work better on the ground will not happen overnight – nor will it be a problem-free process. As I see them, the main challenges are: too many actors, trying to do too many different things, in too many different ways. We need greater cooperation and coordination between humanitarian and development actors; simultaneous and complementary humanitarian and development aid interventions; and a conceptual framework for short-, medium- and long-term interventions. We are working on finding solutions to these challenges.

### **Next MFF**

We believe that a KEY solution is to make our financial instruments more flexible which will allow for harmonious articulation of development and humanitarian aid, pursuing a holistic vision and linking approaches across instruments. That is why our proposals for the next MFF and programming cycle provide for better overall flexibility – especially for crisis, post-crisis or fragile contexts. Such provisions have been made in the DCI and harmonised with other budget instruments and the EDF. And we have included the option of keeping some funds unallocated at programming.

This is particularly relevant to address transition challenges. I very much hope Parliament will support it when adopting the DCI.

The new programming guidelines we have put together with the EEAS for Delegations will also help improve the way we do LRRD. They recognise that transition and fragility situations are special cases and allow for country-specific, innovative solutions in transition situations.

The holistic vision that we seek must be based on a shared analysis of the root causes of crisis situations and of how best to respond. To that end, we are stepping up our joint learning from concrete activities and resilience projects. DGs DEVCO and ECHO are developing operational guidance that will reflect these best practices and help practitioners implement LRRD principles on the ground.



## **Working with international partners**

Honourable Members,

Our common efforts across the EU to better implement LRRD are bearing fruit. However, just as humanitarian and development actions cannot work effectively in isolation, so the Commission understands that concerted international action on LRRD can pay dividends.

The international community has a critical role to play in smoothing transition. That is why we must look at the bigger picture, extending coordination beyond EU level to include Member States and our international partners as well. I believe the EU, as the biggest donor in the world, should look to take on a leading role in driving international coordination forward.

## **Conclusion**

The European Parliament's opinions always have EU's best interests at heart and never fail to enrich our debates. I'm sure LRRD will be no exception in this respect, and I look forward to our discussion.

Thank you.

---

**Speech by the Deputy-Minister to the President for European Affairs,**

**Ambassador Andreas Mavroyiannis**

**Public Hearing on Linking Relief, Rehabilitation and Development Development Committee**

**Brussels, 3 September 2012**

***CHECK AGAINST DELIVERY***

Opening remarks

Honoured Members of the European Parliament, Commissioners, Ladies and Gentlemen,  
Distinguished Colleagues,

On behalf of the Cyprus EU Presidency, I would like to express my sincere gratitude to the Development Committee of the European Parliament, and in particular Madam Striffler and Mr. Berman, for the efforts to put under the spotlight Linking Relief, Rehabilitation and Development (LRRD).

Honourable Co-Chair, firstly, let me underline that the Council and the EU Presidency agree to strengthen LRRD in the Development Cooperation Instrument (DCI). Secondly, please allow me to make an observation before I get into the details about LRRD in the future financial instruments, primarily the DCI.

We are here to make a contribution, to prepare for our negotiations. To do that we must first and foremost identify the main challenges for better EU LRRD and then jointly decide what can be done in the context of the future EU external instruments 2014-2020.

As already mentioned – and underlined in the Consultant’s Report - the main challenges that we face with LRRD are foremost linked to the operational and implementing stages of our aid, to the decentralisation of decision-making, use of flexible procedures, and to our organisational set-up.

To substantially improve LRRD we therefore have to improve the way we use our aid programming, implementation and management as well as our financial and implementing procedures.

These challenges are mainly about using the existing opportunities better. For example, in the existing Development Cooperation Instrument, we already have the possibility to change programming strategies through ad hoc reviews in situations of crisis and post-crisis; we can deploy unallocated aid reserves; we can reallocate funds; and we can decided to use our ‘emergency procedures’ which allow for speedy, targeted development aid on direct procurement of goods, supplies and services.

These observations - highlighted by the Consultant’s Report – are very important, mainly because they tell us that we – and in particularly the EU institutions – have to make the most out of the existing opportunities for better LRRD.

Honourable Co-Chair, now, allow me to briefly highlight a few of the efforts done by the Council and the Cyprus EU Presidency to strengthening LRRD. This helps to show just how committed we are to strengthening LRRD. We continue to:

Strengthen the political commitment for better LRRD; The Council has underlined the need for more explicit and direct commitment to LRRD; we focus on LRRD twice in our May 2012 Council Conclusions on the Agenda for Change; It’s worth noticing that our joint statement on the ‘European Consensus’ from 2005 does not mention LRRD.

Prioritise LRRD in development and humanitarian policies: With strong EU support LRRD has been included in the RIO+20 Outcome Document; Resilience is high on the political agenda of the Foreign Affairs Council segment on Development in October; Ministers will also discuss social safety nets, better EU engagement in transition processes and consider how to work with Civil Society Organisations in crisis and post-crisis situations. In all these areas the Cyprus Presidency is preparing Council Conclusions.

Putting political and policy Commitments into concrete action: Our Trio Presidency (PL, DK) has worked hard to support Commissioner Georgieva and Commissioner Piebalgs on the LRRD initiatives in the Horn of Africa and SAHEL (called SHARE and AGIR). Cyprus is fully committed to follow up on both initiatives and expect further work during the autumn.

Honourable Co-Chair, from our exchanges today it is obvious that both the Parliament and the Council share the commitment to LRRD. Now, please allow me to be more concrete and focus on the future Development Cooperation Instrument.

I would like to highlight 7 critical issues in the DCI that we must strengthen to create a strong, enabling framework for LRRD. In close collaboration with the DEVE Committee, the Presidency would like to:

Find a way to ensure that LRRD is mentioned in the policy framework that will guide the use of the future DCI. The ‘Agenda for Change does (Art. 2(1) of Council position) explicitly refers to it.

Ensure that LRRD is included as an area for funding within the geographical envelopes of the DCI (art. 5).

Enable ‘blending’ of humanitarian and development funding for LRRD (art. 2(3) and art. 10(3) of Council position). The ‘bridge’ between the humanitarian aid instrument and the development instrument must be strengthened in the future DCI.

Prioritise countries most in need including countries in crisis, post crisis or fragile and vulnerable situations in the resource allocation within the DCI (art 3(2) of Council position).

Allow funds to be left unallocated to ensure an appropriate EU response in case of unforeseen circumstances where LRRD is needed (art. 10(4) of Council position). By definition, relief and rehabilitation action requires flexibility in order to be timely and effective.

Change the current programming by making it more country specific, more adjusted to the Union’s objectives and, importantly, flexible enough to (a) adjust to crisis and post-crisis situations as well as (b) align with partner countries own plans for disaster preparedness and crisis plans (Art. 11).

Phase LRRD into the Commission’s programming, notably for countries and regions in crisis, post-crisis and situations of fragility.

Dear colleagues, the Presidency looks forward to engaging with the Parliament on these issues so that we can make the future instruments more appropriate and responsive to the needs of the poorest and most vulnerable in this world.

With these words, I conclude my intervention and hand the word back to you, Mr. Co-Chair.